



L'action humanitaire alibi de l'inaction politique ?

Claude Malhuret

Tribune parue dans Le Monde le 20 août 1992

Document en provenance du site internet de Médecins Sans Frontières

<http://www.msf.fr>

Tous droits de reproduction et/ou de diffusion, totale ou partielle, sous quelque forme que ce soit, réservés pour tous pays, sauf autorisation préalable et écrite de l'auteur et/ou de Médecins Sans Frontières et/ou de la publication d'origine. Toute mise en réseau, même partielle, interdite.

L'action humanitaire alibi de l'inaction politique ?

EN août 1991, en réaction à l'extermination des Kurdes par Saddam Hussein, l'ONU reconnaissait le « droit d'assistance humanitaire », donnant une consécration internationale à l'une des grandes idées pour lesquelles se battaient depuis plus de dix ans les médecins sans frontières et les médecins du monde.

Un an plus tard, le drame de Sarajevo, après celui de Dubrovnik vient tragiquement montrer que l'action humanitaire des gouvernements est devenue l'alibi de leur inaction politique.

Ce point de vue peut choquer : on ne critique pas la générosité... Pourtant qui ne voit désormais que de motion en atermoiement, de visite surprise présidentielle en réunion de l'ONU, de corridor humanitaire en pont aérien, la communauté internationale n'a rien fait d'autre depuis huit mois que de laisser le gouvernement serbe envahir une bonne partie de la Croatie avant de se partager les dépouilles de la Bosnie. Au prix de dizaines de milliers de morts, de centaines de milliers de réfugiés, d'un nombre inconnu de détenus. Pourquoi ne pas dire crûment la vérité : aux tanks serbes, l'Occident a répondu par des ambulances, et aux obus par des caisses de médicaments.

Cette attitude, extrêmement honorable, voire héroïque lorsqu'elle est le fait des associations humanitaires qui n'ont pas d'autres moyens, est une démission lorsqu'elle émane des Etats les plus puissants du monde.

Cette attitude a des précédents, curieusement passés inaperçus. En décembre 1981, alors président de MSF, j'étais en Pologne au moment de l'instauration de l'état de siège par le général Jaruzelski. Indignation de l'opinion publique. Cafouillage gouvernemental : Michel Rocard parle d'envoyer la flotte dans la Baltique pendant que Claude Cheysson déclare : « Evidemment nous ne ferons rien. » Le premier ministre, Pierre Mauroy annonce alors l'envoi d'une aide alimentaire massive par convois entiers. J'ai du mal à décrire la honte qui me saisit alors face à mes amis polonais entrés dans la clandestinité, me suppliant de demander au gouvernement français un geste politique et non un geste humanitaire, totalement inutile dans une telle circonstance. Mais le public français était satisfait, son gouvernement avait agi et les caméras de télévision pouvaient témoigner de notre bonté. Ces caméras n'étaient évidemment pas conviées à la deuxième partie de l'opération, lorsque les victuilles françaises étaient acheminées dès le lendemain par l'armée rouge en Union soviétique.

Le calvaire des Kurdes

C'était une première expérience et chacun est excusable d'avoir été abusé. Mais que dire du Kurdistan l'an dernier ? Voici une situation où l'armée irakienne est quasiment anéantie à l'issue de la guerre du Golfe. Il lui reste quelques hélicoptères. En face, le plus puissant corps d'armée du monde. Une seule de ses escadrilles peut mettre en pièces les hélicoptères dès leur décollage. L'opinion mondiale approuvera cette action. Que font les dirigeants occidentaux ? Rien.

Ils laissent les appareils s'élancer et massacrer à l'arme chimique des dizaines de milliers de Kurdes. Les rescapés s'enfuient en Turquie dans un calvaire épouvantable. Les associations humanitaires et les organismes de l'ONU font alors leur travail de secours aux victimes. Ils le font bien, mais ils n'auraient pas dû avoir à le faire si les dirigeants de la coalition, George Bush, John Major, François Mitterrand, avaient fait le leur auparavant.

Ne voit-on pas que le même processus est à l'œuvre aujourd'hui ? Depuis des mois, il fallait soutenir l'indépendance de la Slovénie puis de la Croatie : la France a commencé par soutenir la Serbie. Depuis des mois, il fallait répondre par la force (ou la menace de la force) à l'invasion par la force de la Bosnie : l'ONU hésite encore à envoyer quelques détachements dont la seule mission sera de faire respecter l'acheminement de l'aide humanitaire. Pendant ce temps, à quelques kilomètres des points de distribution, l'artillerie serbe continuera de massacrer hommes, femmes et enfants bosniaques. Combien de temps va durer l'hypocrisie de nos gouvernants, incapables de décider d'une action, sachant que leur opinion publique la réclame et la remplaçant, pour montrer qu'ils « font quelque chose », par une assistance humanitaire qui ne change rien au fond du problème. Combien de temps va-t-on encore tenter de nous faire croire que l'humanitaire peut tenir lieu de politique ?

C'est pour que ces questions ne puissent plus se poser que j'adresse ce message à Bernard Kouchner : pendant près de quinze ans nous avons travaillé côte à côte à Médecins Sans Frontières et à Médecins du Monde. Nous avons souvent été en désaccord, mais jamais sur notre but commun. Nous avons l'un comme l'autre, à plusieurs reprises, été isolés face à la majorité des membres de nos associations. Notamment chaque fois que l'aide humanitaire, détournée ou empêchée par des tyrans, devenait dérisoire, voire complice, et qu'il fallait dénoncer, au risque de se faire chasser.

Nous, les enfants de ceux qui ont vécu la seconde guerre mondiale, n'aurons plus d'excuses si nous nous taisons lorsque nous sommes les seuls témoins.

Aujourd'hui il y a en Bosnie des camps de concentration - ou du moins une forte présomption de tels camps. Aujourd'hui, en Bosnie, il y a des milliers de morts et de blessés. L'heure n'est plus à la visite des camps, même sous la protection des forces de l'ONU (nous savons l'un et l'autre ce que valent les visites guidées...), l'heure n'est plus aux convois humanitaires et aux distributions de vivres.

Quels résultats ?

Depuis un an le ministre de l'action humanitaire s'est fait remarquer par sa présence courageuse - et médiatique - sur les champs de bataille. Son dévouement n'est pas en cause. Mais la véritable question qui se pose désormais est la suivante : quel est le résultat de ces déplacements ? Au Kurdistan, la situation est inchangée. Au Soudan sa visite n'a pas été suivie d'effets. En Somalie non plus. Il vient de retourner aujourd'hui en Bosnie. Et voici deux mois c'est François Mitterrand lui-même qui s'y rendait.

En l'absence de toute décision consécutive, de tout geste politique, diplomatique et militaire, ces visites ne peuvent être ressenties par les Bosniaques, et un peu plus chaque jour qui passe, que comme une tromperie.

L'assistance humanitaire est une grande chose, et je suis d'accord avec Bernard Kouchner, malgré les nombreuses critiques des associations humanitaires, pour estimer qu'elle peut avoir sa place au sein même du gouvernement. Mais à une seule condition : qu'elle ne serve pas d'excuse à la paralysie diplomatique. Il y a un temps pour l'assistance et un temps pour les décisions politiques. Le deuxième temps est aujourd'hui arrivé. Il est même dépassé et, plus grave, il est aujourd'hui différé par l'alibi humanitaire.

Claude Malhuret